

Le Syndicat blâme la réorganisation du travail et les salaires

Le Journal de Québec · 06 mars 2025 · 8 · STÉPHANIE MARTIN

Le syndicat des cols bleus blâme la réorganisation du travail effectuée sous l'administration Labeaume, les salaires peu attractifs et la pénurie de main-d'oeuvre pour les sommes d'heures supplémentaires facturées à la Ville de Québec.

En entrevue au Journal, le conseiller syndical du SFCP, représentant le Syndicat des employés manuels de la Ville de Québec, Francis Gervais, a montré du doigt la réorganisation du secteur des travaux publics implantée en 2018-2019, sous l'administration de Régis Labeaume.

RETRAITES

La réorganisation consistait à scinder voirie et aqueduc et égouts, ce qui a forcé le déplacement d'employés, explique M. Gervais.

Plusieurs ont choisi de prendre leur retraite, ce qui a occasionné une perte d'expertise et une surcharge de travail pour les employés restants, explique-t-il.

La pénurie de main-d'oeuvre crée une pression à la hausse sur le temps supplémentaire, argue-t-il.

De plus, les salaires à la Ville pour les classes d'emploi supérieures, les plus spécialisées, ne sont pas compétitifs, estime le syndicat.

Au privé ou dans d'autres villes, ces ouvriers gagnent en ce moment autour de 93 500 \$, soit le salaire que propose l'administration Marchand en 2029.

« En début 2023, l'usine Valero avait mis une pancarte de recrutement directement en avant d'une usine de traitement d'eaux usées de la Ville. »

« PÉNURIE ÉPOUVANTABLE »

Ce sont présentement des employés des classes 10 à 12 qui effectuent un grand nombre d'heures supplémentaires.

Il s'agit d'ouvriers qui travaillent aux usines d'eau potable et d'eaux usées ainsi qu'à l'incinérateur, pour lesquels « il y a une pénurie épouvantable », souligne M. Gervais.

Plusieurs postes restent à pourvoir aussi chez les tuyauteurs, illustre le conseiller. « Quand il arrive des bris, on a des équipes qui sont rappelées en temps supplémentaire. »

Les cols bleus réclament plus d'embauches. « Un des gros enjeux de notre négociation, c'est que les gens aient une qualité de vie. [...] Le temps supplémentaire, c'est une obligation. Ils sont forcés de faire du temps supplémentaire. »

La Ville de Québec estime de son côté qu'elle a l'effectif nécessaire « pour répondre aux besoins réguliers », explique le porte-parole François Moisan.

« Les heures de temps supplémentaire sont liées aux besoins dans les services à la population. Parfois, ces besoins sont ponctuels et ne sont pas réguliers en toutes saisons. »

8,46 millions \$ en temps supplémentaire en 2024

Certains employés manuels de Québec réussissent à plus que doubler leur salaire

Le Journal de Québec · 06 mars 2025 · 8 · STÉPHANIE MARTIN

La facture du temps supplémentaire pour les cols bleus a atteint 8,46 M\$ à Québec en 2024 ; 46 employés manuels gagnent plus de 100 000 \$ et certains réussissent à plus que doubler leur salaire, le portant même à 149 000 \$ par an pour l'un d'eux.



C'est ce que démontrent des chiffres de la Ville de Québec obtenus par Le Journal par l'entremise de la Loi sur l'accès à l'information, dans le contexte où les cols bleus ont refusé 21,5 % d'augmentation salariale sur 6 ans et réclamaient « plus de 30 % », selon l'administration Marchand.

Le Syndicat montre du doigt la réorganisation du travail, les salaires peu attractifs et la pénurie de main-d'oeuvre (voir autre texte).

CREUX PANDÉMIQUE

Les tableaux transmis indiquent que les dépenses annuelles en temps supplémentaire pour les employés manuels se chiffraient à 7,91 M\$ en 2022, contre 8,46 M\$ en 2024. Pendant les années 2020 et 2021, elles avaient atteint un creux, autour de 5,7 M\$. Cela est attribuable à la pandémie, a expliqué la Ville.

En 2024, le temps supplémentaire a un impact sur les plus hauts salariés de ce corps d'emploi. PLUS DE 100 000 \$ PAR AN

Selon la convention actuelle, avant les hausses de 21,5 % proposées par l'administration Marchand, un col bleu au sommet de l'échelle peut gagner 77 000 \$ par an.

Or, sur les 1045 cols bleus à l'emploi de la Ville en 2024, 46 ont obtenu un salaire de plus de 100 000 \$ grâce aux heures supplémentaires et aux « primes et bonis ». Il s'agit d'employés des classes 10 à 12.

Le plus haut salarié, un employé de classe 10, a plus que doublé son salaire de base de 69 000 \$ grâce à 1122 heures supplémentaires qui lui ont rapporté 76 000 \$ et à des primes de 4000 \$, portant sa rémunération brute annuelle à 149 000 \$.

D'autres employés manuels ont bonifié leur salaire avec plus de 500 heures supplémentaires annuellement. Ils sont 27 dans cette situation, parmi ceux qui ont gagné 100 000 \$ et plus.

Bien qu'ils ne représentent que 4 % des cols bleus, ces 46 employés se partagent 1,6 M\$ en temps supplémentaire, soit 20 % des heures payées aux employés manuels.

Notons que chaque col bleu a effectué en moyenne 93 heures supplémentaires en 2024.

Celles-ci sont payées temps et demi ou temps double, selon le cas, au-delà de la semaine normale de 40 heures.

DES « PRIMES ET BONIS »

Également, la Ville octroie annuellement en moyenne 2,4 M\$ de « primes et bonis » à ses cols bleus depuis 2020.

Il s'agit de primes « habituelles », explique la Municipalité : chef d'équipe, quart de soir, nuit et fin de semaine, pour l'utilisation d'outils personnels, formation des pairs, présence au travail, disponibilité pour situation d'urgence.

Deux employés de la classe 12 ont reçu, respectivement, 10 000 \$ et 9000 \$ de primes en 2024.

Des maires d'ici exclus d'une rencontre

Le Journal de Québec · 06 mars 2025 · 2 · TAÏEB MOALLA

WASHINGTON DC | Les maires québécois et ontariens ont été exclus d'une rencontre qui doit tout de même avoir lieu vendredi matin à la Maison-blanc avec des conseillers de Donald Trump.



C'est du moins ce que nous avons appris mercredi soir auprès du maire de Québec, Bruno Marchand. La rencontre, convenue depuis des semaines, était organisée par l'alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-laurent (AVGLSL), qui regroupe des maires ontariens, québécois et états-uniens. Or, seuls des maires des États-unis auraient finalement été conviés à y participer.

Avant cette subite annulation, il avait été convenu par l'alliance que trois maires de L'AVGLSL (un États-unien, un Ontarien et un Québécois) participeraient à la rencontre pour exposer leurs arguments contre les tarifs douaniers.

À ces trois-là devaient également s'ajouter des maires des États-unis réunis sous l'égide de la « Mississippi River Cities and Towns Initiative ».

« Ils disent que c'est pour des raisons de protocole [que les maires québécois et ontariens n'étaient plus conviés]. Mais c'est incompréhensible, car ça fait des semaines qu'ils sont informés de cette visite », s'est désolé le maire Marchand.

Nullement surpris de la situation, ce dernier a ajouté que « ça fait partie du personnage [de Trump] et des difficultés qu'on a. C'est malheureux, mais prévisible. La seule certitude qu'on a, c'est l'incertitude. »

« L'HEURE EST GRAVE »

Au pas de course, les maires regroupés au sein de l'alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-laurent ont multiplié, mercredi, les rencontres à huis clos avec des élus américains – surtout républicains – dans des bureaux situés dans des annexes du Capitole.

Dans un décor digne de la série House of Cards, les couloirs grouillaient de centaines de visiteurs venus exposer leur point de vue à leurs collègues des États-unis en espérant pouvoir les influencer sur tel ou tel dossier.

Il était d'ailleurs notable de constater que les maires des trois plus importantes villes du Québec – Montréal, Québec et Laval – se retrouvaient ensemble – pour la première fois en même temps – à l'étranger pour combattre les tarifs douaniers.

« L'heure est grave », ont-ils acquiescé lorsqu'il a été question de cette situation inédite. D'après Valérie Plante, mairesse de Montréal, « il se passe quelque chose d'inusité, d'inhabituel où un président a des sautes d'humeur qui ont nécessairement un impact sur l'économie canadienne ».

Pour son collègue de Laval, Stéphane Boyer, « la situation est inquiétante pour tout le monde. Plusieurs des villes américaines qui vont être touchées par les tarifs sont représentées par des députés républicains. On a l'espoir que des gens changent d'idée ».

CHAUVINISME

Plus tôt en journée, M. Marchand a affirmé qu'il fallait désormais « être chauvin » pour ne pas être à la merci d'une « déclaration intempestive » d'un président américain qui « provoque un chaos indescriptible ».

Ce dernier était à son deuxième jour de la mission de lobbying à laquelle il participe à Washington DC. Ce dernier accompagne une trentaine de ses homologues canadiens et québécois qui ont uni leurs forces pour dénoncer les tarifs douaniers imposés au Canada par Donald Trump.

« Il va falloir prendre tous les moyens pour qu'on arrête d'être à la merci de quelqu'un qui joue au yo-yo et qui vise le chaos, a insisté le maire. Il faut se recentrer sur nous, s'organiser, être chauvin, acheter local, développer nos marchés, soutenir nos entreprises et espérer pour le mieux. »

[Accueil](#) | [Opinions](#)



GROS BON SENS

Dany Provost

Expert(e) invité(e)

[VOIR PLUS](#)

Faut-il vraiment 1,5M\$ pour prendre sa retraite?

DANY PROVOST | PUBLIÉ HIER À 16H18



(Photo: AdobeStock)

EXPERT INVITÉ. On entend souvent qu'il faut 1,5 million de dollars (M\$) pour assurer une retraite confortable. Cette idée vient en partie du sondage annuel de BMO qui pose la question aux personnes sur le montant dont ils pensent avoir besoin comme capital de retraite. Ce chiffre semble énorme et peut être décourageant. Comme si, sans cette somme, vous étiez condamné à faire des compromis sur votre qualité de vie. Mais en réalité, cette règle ne s'applique pas à tout le monde.

×

Il vous reste **4 articles** offerts ce mois-ci.

POUR UN ACCÈS ILLIMITÉ, ABONNEZ-VOUS!

Cela ne prendra que quelques minutes!

Vous avez un abonnement? [Connectez-vous](#)

Une fois vos besoins calculés (vous devriez les calculer après impôts pour une plus grande précision), vous devez tenir compte des rentes publiques que vous recevrez, la rente de retraite du Régime de rentes du Québec (RRQ) et la pension de la Sécurité de la vieillesse (PSV)

Prenons un exemple: si vous gagnez 100 000\$ par an avant la retraite et vos dépenses prévues à la retraite, une fois bien estimées, seront d'environ 50 000\$ et vous permettront de bien vivre. Si vous avez un conjoint, cela fait un budget de 100 000\$ par année, ce qui n'est pas mal. Ce revenu après impôts correspond à un revenu brut d'environ 62 500\$ pour une personne retraitée en 2025.

Prochaine étape, la prise en compte des régimes publics (RRQ et PSV). Si votre rente prévue à 65 ans (en dollars d'aujourd'hui) est de 15 000 \$ pour le RRQ et que vous choisissiez de la reporter à 72 ans, elle grimpera à 24 000 \$. Ajoutez à cela près de 12 000 \$ pour la PSV si vous la reportez de cinq années.

Ces deux seules sources de revenus (viagères), totalisent donc près de 36 000 \$ par année. Pour vous rendre à 62 500 \$, votre «objectif», il vous manque 26 500 \$. Ce revenu pourra provenir de votre épargne accumulée. Si vous n'avez aucun CELI et que ce montant doit provenir de vos REER, le solde de ce dernier doit être de...

1,5 million.

Mais non, je blague.

Selon mes calculs, le montant est d'environ 925 000 \$, si on ajoute les années qui vont précéder le début des rentes publiques si votre retraite est de 65 à 95 ans.

Bon, c'est sûr que si vous commencez à zéro et que votre retraite est dans trois ans, ça risque d'être un peu difficile.

Avec 1,5 million, c'est plutôt une retraite de 63 000 \$ qui vous attendrait avec les hypothèses que j'ai utilisées.

À vous de choisir...



Inscrivez-vous à notre bulletin
Finances personnelles
Tous les jeudis
Faites le plein de conseils de nos experts en planification financière pour gérer votre patrimoine.
les affaires